



MINUSCA-ENERCA
 COLLABORATION POUR LE RÉTABLISSE-
 MENT DE L'ÉLECTRICITÉ À BANGUI

MINUSCA EN ACTION

BULLETIN D'INFORMATIONS DE LA MINUSCA | #82 - MAI 2021

LA JEUNESSE POINT CENTRAL DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES CASQUES BLEUS 2021

UN Young Peacekeeper

UN Jeune Casque bleu

@minusca.unmissions

@UN_MINUSCA FOLLOW

Nema Naslova
Nurse
MINUSCA

Amarou Moussa
Database Manager
MINUSCA

Merveille-Noella
Mada-Yayoro
journaliste productrice
MINUSCA

Sumiardi
Tactical Driver
MINUSCA

The Road to a Lasting Peace

La route vers une paix durable





La lutte contre les Fake-news nous concerne tous



MÉFIEZ-VOUS DE CERTAINS CONTENUS DIFFUSÉS
SUR LES MÉDIAS SOCIAUX



SOMMAIRE

- 4 - **AMÉLIORER LA PERFORMANCE DES OFFICIERS DE POLICE JUDICIAIRE DE LA CPS ET DE L'UMMIR**
- 6 - **MINUSCA-ENERCA COLLABORATION LOGISTIQUE ET TECHNIQUE POUR LE RÉTABLISSEMENT DE L'ÉLECTRICITÉ À BANGUI**
- 10 - **DU RÔLE ESSENTIEL DES MAIRES DANS LA RESTAURATION DE L'AUTORITÉ DE L'ÉTAT DANS LE BAMINGUI-BANGORAN**
- 11 - **RÉDUIRE LES TENSIONS COMMUNAUTAIRES LIÉES À LA TRANSHUMANCE À BANIA**
- 12 - **AMÉLIORER LE CADRE DE TRAVAIL DE LA RADIO CENTRAFRIQUE**
- 13 - **PRÉVENIR LES CONFLITS LIÉS À L'EAU DANS L'OUHAM**
- 14 - **SECOND TOUR DES LÉGISLATIVES MOBILISER EFFICACEMENT LES ÉLECTEURS DANS LE 3^E ARRONDISSEMENT DE BANGUI**
- 15 - **OUHAM DE NOUVEAUX POINTS D'EAU POUR SOULAGER LES POPULATIONS DE VOUH ET FARASSA**
- 16 - **BAMBARI FIN D'APPRENTISSAGE POUR 30 JEUNES CERTIFIÉS EN MÉCANIQUE, SOUDURE, MENUISERIE ET COUTURE**
- 17 - **COVID-19 1000 CACHE-NEZ POUR SOUTENIR LA LUTTE À NDELE**
- 18 - **RÉAFFIRMER LA RECONNAISSANCE DE LA MINUSCA AUX PAYS CONTRIBUTEURS DE TROUPES**
- 22 - **LA VACCINATION CONTRE LE COVID-19 OFFICIELLEMENT LANCÉE EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**
- 24 - **2^E TOUR DES LÉGISLATIVES EVALUATION DE L'ENVIRONNEMENT ÉLECTORAL DANS LA MAMBÈRE-KADEI**
- 26 - **LA JEUNESSE POINT CENTRAL DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES CASQUES BLEUS 2021**



DIRECTEUR DE PUBLICATION
Charles Antoine Bambara

RÉDACTRICE EN CHEF
Uwolowulakana Ikavi-Gbetanou

EQUIPE RÉDACTIONNELLE
Biliaminou Alao,
Deubalbet Wewaye,
Ghislaine Atta,
Maria Kabatanya,
Correspondants régionaux

PHOTOGRAPHIE
Herve Serefo,
Leonel Grothe

MISE EN PAGE
Francis Yabendji-Yoga

WEBMASTER
Dany Balepe

PRODUCTION
Division de la Communication Stratégique et de l'Information Publique - MINUSCA
MINUSCA EN ACTION
#82 - mai 2021



AMÉLIORER LA PERFORMANCE DES OFFICIERS DE POLICE JUDICIAIRE DE LA CPS ET DE L'UMMIR

Comment collecter et conserver des éléments de preuve en matière de violences sexuelles liées au conflit ? C'est le thème au centre d'un atelier de formation de trois jours, débuté le 27 avril 2021 à Bangui. Une quinzaine de participants composés d'officiers de police judiciaire de l'Unité Spéciale de Police Judiciaire (USPJ) de la Cour pénale spéciale et de l'Unité Mixte d'Intervention Rapide et de Répression des violences sexuelles faites aux femmes et aux enfants (UMIRR) y ont pris part.

Par Deubalbet Wewaye

L'UMIRR et l'USPJ sont deux unités de police judiciaire avec pour mandat de mener des enquêtes sur des cas de violences sexuelles liées aux différents conflits en Centrafrique. Ces deux entités sont donc appelées à

collaborer étroitement, notamment lors du déploiement des missions d'enquêtes sur le terrain. Il est dès lors primordial que les officiers de police judiciaire des deux unités appliquent les mêmes standards en matière de collecte de preuves.

« C'est une étape très importante parce qu'il nous faut présenter des preuves corroborées pour pouvoir présenter une enquête au magistrat », a déclaré l'Adjudant Serge Bakoa, Chef du Bureau des enquêtes et investigations de l'UMIRR.

C'est après avoir constaté que les procès-verbaux établis comportaient quelques insuffisances, surtout en matière de collecte et de conservation de certaines preuves spécifiques que l'équipe d'experts des Nations Unies sur l'Etat de Droit et les violences a décidé d'organiser cet atelier.

« Nous sommes dorénavant outillés par exemple sur comment recueillir les preuves et les présenter au parquet », soutient le Marechal de logis Jacqueline Ondobo, enquêtrice à l'UMIRR. Elle rappelle que cette formation est une aubaine et vient à point nommé.



A l'issue de cette séance, les enquêteurs de l'UMIRR et de l'USPJ doivent être capables de préparer et de conduire des enquêtes après avoir collecté des éléments de preuve en matière de violences sexuelles liées au conflit, de maîtriser les standards en matière de collecte des éléments de preuve et de mettre en œuvre des mesures de protection, entre autres.

MINUSCA-ENERCA COLLABORATION LOGISTIQUE ET TECHNIQUE POUR LE RÉTABLISSEMENT DE L'ÉLECTRICITÉ À BANGUI

À la demande des autorités centrafricaines, les ingénieurs de la compagnie de génie indonésienne de la Minusca ont travaillé d'arrache-pied de concert avec les ingénieurs de la compagnie nationale de production et de transport électrique, Energie Centrafricaine (ENERCA), pour rétablir la distribution du courant électrique à Bangui le 30 avril 2021.

Par Biliaminou Alao

À la suite des fortes pluies qui se sont abattues sur la ville le 23 avril 2021, cinq pylônes, transportant du courant haute tension se sont, en effet, écroulés dans le village Danzi, situé à environ 20km de Bangui sur l'axe Boali, plongeant la ville dans l'obscurité.

Comme l'explique le Directeur de production et de transport

de l'ENERCA, Louis-Marie Songuele Moningue, « après l'auscultation des pylônes tombés, nous avons constaté que les réparations sur la ligne numéro un sont plus faciles par rapport à celles sur la ligne numéro deux. Parce que sur la ligne numéro un, ce sont des pylônes dimensionnés pour transporter de l'énergie sous 63 KV pour une puissance limitée à 15 mégawatts, en revanche la ligne numéro deux est dimensionnée pour transiter une puissance allant jusqu'à 64 Mégawatts ».



« Si vous avez constaté, derrière moi, nous sommes en train de procéder à la pause des câbles, nous avons d'abord reconstituer les différentes parties des pylônes qui sont endommagées et nous avons terminé le montage hier. Pour ce matin (30 avril, ndlr) au niveau de Danzi nous sommes en train de remonter les câbles de gardes qui assurent l'équilibre entre les pylônes pour les maintenir en état et ensuite poser les trois conducteurs. Si la pose est terminée nous allons procéder à une visite rapide de quelques points parce qu'on nous a signalé l'impact au niveau de Danzi mais peut-être que quelque part d'autre, il peut y avoir encore des points ou des câbles ou des isolateurs sont cassés; nous allons procéder à une auscultation rapide, une fois que cette auscultation est terminée probablement ce soir nous allons procéder à un envoi de tension à Bangui si l'essai est concluante nous allons alimenter une partie de Bangui et ses environs. » a ajouté le Directeur de production et de transport de l'ENERCA.

Selon M. Moningue, la réparation de la ligne numéro deux, prendra plusieurs jours car il faudra commander le matériel nécessaire qui n'est pas disponible à Bangui. Mais c'était aussi l'occasion pour lui de sensibiliser les inciviques qui volent ou détruisent les biens publics en ces termes : « sur ces pylônes, on a enregistré des cas de vols de cornières, des vols de prises de terre; ces cornières sont vandalisées à la base; c'est la base qui constitue l'ossature de ces supports, et quand la base est fragilisée, c'est fini. Nous déplorons ces actes rétrogrades. Il faut protéger le patrimoine national. »

Il faut noter qu'une ville sans électricité constitue un danger public pour la population, cela explique la célérité de l'engagement de la MINUSCA à soutenir les efforts de l'ENERCA. Cette collaboration ENERCA-MINUSCA a permis de remonter deux pylônes afin de rétablir la ligne numéro un et d'approvisionner Bangui à 70%.

A cet effet, le Directeur général de l'ENERCA, Thierry Patient Bendima, a remercié la MINUSCA avant d'espérer que « cette



collaboration sera maintenue sur le second chantier qui est beaucoup plus important, parce qu'on a au moins trois pylônes à relever. Donc si on peut au moment venu avoir ce même niveau d'accompagnement de la MINUSCA, cela nous permettra d'accélérer le processus de dépannage et le retour à l'exploitation normale dans les meilleurs délais ».

Les dommages causés par le manque d'électricité ne sont pas seulement d'ordre technique. Après cinq jours sans électricité, de nombreux commerçants de Bangui sont désœuvrés. Le manque de courant et son corollaire de manque d'eau dans les robinets désolent Jean, gérant d'une station de lavage de voiture. « Je suis maintenant au chômage; Il faut vraiment que l'ENERCA nous aide », a-t-il signalé.

Pour rappel, l'électrification de l'Oubangui-Chari a débuté en 1942 dans la ville de Bangui grâce à la société Union-Électrique d'OUTRE-MER. Energie Centrafricaine a été créée le 25 octobre 1967. Après sa création, l'ENERCA a élargi ses prestations dans les autres préfectures de la RCA. Les travaux de la ligne numéro un ont été achevés en 1955 et ceux de la ligne deux en 1975.



DU RÔLE ESSENTIEL DES MAIRES DANS LA RESTAURATION DE L'AUTORITÉ DE L'ÉTAT DANS LE BAMINGUI-BANGORAN

Les Maires des communes de Dar el Kouti, Mbollo-Kpata et Vassako, de Ndele, Chef-lieu la Préfecture du Bamingui-Bangouran étaient réunis en atelier, le 30 avril 2021. Au centre de cette séance, le renforcement de leurs capacités sur des thèmes tels que les relations entre les Maires et les services financiers, l'organisation administrative des Mairies, les attributions juridiques de ces derniers, les lois sur des collectivités territoriales et les lois sur les circonscriptions administratives.

Par Honoré Samedi



C'est un atelier organisé par la MINUSCA, à travers sa Section des Affaires civiles. Il rentre dans le cadre de l'un des principaux mandats de la mission onusienne qui est d'aider la République centrafricaine à recouvrer son pouvoir sur toute son étendue.

Selon Etienne Magonda, « C'est un atelier qui me tenait déjà à cœur. J'en avais besoin car cela me permet de mieux cerner les besoins de ma population ». Ce dernier a plaidé pour la multiplication de telles initiatives à l'avenir et surtout qu'elles soient élargies à un plus grand nombre de bénéficiaires.

La relève d'un Etat passe nécessairement par le développement des infrastructures. C'est pourquoi, Thomas Vaah, le Chef de Bureau de la MINUSCA à Ndele a vivement encouragé les participants à initier des projets. « Si vous avez des projets, proposez-les-nous ! Nous verrons ce qui est faisable »

M. Vaah s'est également réjoui de cette rencontre, en faisant un bref rappel des projets en cours de réalisation dans le chef-lieu du Bamingui-Bangouran à savoir : l'électrification des grands axes de la ville et la réhabilitation du bureau de la sous-préfecture de Ndele.

RÉDUIRE LES TENSIONS COMMUNAUTAIRES LIÉES À LA TRANSHUMANCE À BANIA

A Bania, localité située à environ 50 km de Berberati, sur l'axe Nola dans la préfecture de la Mambere-Kadei, les conflits communautaires sont récurrents du fait de la transhumance. En vue d'y apporter une réponse adéquate, la MINUSCA en collaboration avec les directions régionales de l'élevage et de l'agriculture, a organisé, le vendredi 30 avril 2021, un atelier de sensibilisation sur la transhumance apaisée.

Par Honorine Yao Niare

Cinquante personnes parmi lesquelles des autorités locales, des représentants des agriculteurs, des jeunes, des femmes ainsi que des éleveurs, ont pris part à cette activité qui s'inscrit dans le cadre de la sensibilisation sur la culture de la paix initiée par la MINUSCA.

Lors des travaux de groupes encadrés par la Police des Nations Unies (UNPol) et les sections Communication stratégique et Information publique, Genre et Affaires civiles de la MINUSCA, les participants ont montré leur hostilité au retour des éleveurs, l'incivisme, la consommation abusive des drogues, le prélèvement illégal de certaines taxes et redevances par la municipalité et certains agents de l'Etat, ainsi que le faible taux de sensibilisation des populations sur la problématique de la transhumance.

Malgré ces défis, a-t-il été reconnu que, plusieurs acquis ont été enregistrés, en l'occurrence la mise en place d'un groupe de travail et des comités locaux de gestion de conflits entre les éleveurs et les agriculteurs, l'appui à l'élaboration de la cartographie de transhumance dans certaines zones de retour des éleveurs.

Les directeurs régionaux de l'élevage et de l'agriculture ont, quant à eux, présenté le contexte actuel de la transhumance dans la Mambere-Kadei, les taxes et redevances légales en matière de la transhumance et les acteurs majeurs de ce secteur. Le vivre

ensemble et la cohésion sociale constituent par ailleurs des défis majeurs qui fragilisent la cohabitation pacifique avec les éleveurs et les retournés, ont-ils soutenu.

« Le secteur de l'élevage est règlementé par des textes, nous devons après la crise appliquer les textes afin de contribuer à une bonne gestion du secteur de l'élevage et renforcer également la restauration de l'autorité de l'état et tout mettre en œuvre pour préserver la paix dans notre préfecture », a, pour sa part, indiqué Fiacre Fourrier Guiago, Directeur Régional de l'élevage et de la santé.

A l'issue de cet atelier présidé par le Président de la Délégation spéciale de Bania, Bernard Mbouabanga, des participants se sont engagés à œuvrer davantage pour une paix durable dans la commune de Bania.



AMÉLIORER LE CADRE DE TRAVAIL DE LA RADIO CENTRAFRIQUE

C'est un studio et une salle d'attente entièrement rénovés qui ont été remis à la Radio Centrafrique, le 4 avril 2021, par la Division de la Communication stratégique et de l'information publique de la MINUSCA. Ce don d'environ cinq million de francs CFA s'inscrit dans le cadre de l'appui à la couverture médiatique du processus électoral en République centrafricaine.

Par Deubalbet Wewaye



« La MINUSCA a répondu avec promptitude à notre demande. Nous osons croire qu'elle sera toujours aux côtés de la Radio Centrafrique pour l'appuyer sur les différents projets qu'elle pourrait initier », s'est réjoui Georges Vernay Bizingo, le Directeur de l'information de la station de Radio nationale.

Pour la MINUSCA, soutenir les projets formulés par les autorités centrafricaines fait partie de son mandat. Théophile Kinda, Coordonnateur de la Division de la communication stratégique et de l'information publique de la Mission, a assuré que ce don n'est sans doute pas le dernier geste. « La communication est très importante. C'est pour cela que nous avons regardé d'un

bon œil les projets qui nous avaient été soumis. Nous espérons pouvoir regarder de plus près les autres éléments des projets qui sont en attente, de façon à pouvoir améliorer davantage les conditions de travail de la Radio Centrafrique », a poursuivi M. Kinda.

Il est à noter que la prochaine phase de ce projet consistera en la remise d'appareils techniques, destinés à améliorer la qualité de diffusion des programmes.

Affectueusement appelée par les Centrafricains « la Radio mère », la Radio Centrafrique est la radio nationale publique. Elle émet depuis 1958 et est placée sous la tutelle du Ministère de la Communication.

PRÉVENIR LES CONFLITS LIÉS À L'EAU DANS L'OUHAM

Informers les participants sur les mécanismes de gestion et de suivi des points d'eau nécessaires à l'usage des ménages, identifier et prévenir les conflits liés à l'instrumentalisation et à la pénurie. Ce sont là, les principaux objectifs de l'atelier organisé, le 7 Mai 2021, à l'intention des comités de gestions des forages de la ville de Bossangoa, des associations des femmes et des chefs des villages Vouh et Farassa.

Par Sintiche Pagnou Tchinda

« Je pourrais enfin me réveiller à des heures normales. Parcourir la longue distance n'était plus bon à mon âge, mais j'ai besoin d'eau pour survivre », se réjouit une participante à l'issue de la rencontre conjointement organisée par la section Désarmement démobilisation et réinsertion de la MINUSCA et le Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) sur le thème « Gestion des forages et prévention des conflits liés à l'eau dans la préfecture de l'Ouham ».

Au cours de cette session, l'expert en mobilisation sociale de la direction régionale du Développement de l'énergie et des ressources hydrauliques, Philippe Bissakono, a échangé avec les 22 femmes et 21 hommes présents, sur le rôle des comités des points d'eau (CPE), le rôle des agents réparateurs, et les différents mécanismes de suivi et d'évaluation des forages mis à la disposition des habitants de la Préfecture. Il a invité les participants à une véritable appropriation des forages, seuls moyens de pérennisation de ces points d'eau et de réponse aux besoins des populations.

Le Préfet de l'Ouham Wilikon Barthelemy, a, quant à lui, insisté sur le fait qu'il ne tolérera aucun conflit occasionné par quelque agent de l'Etat, chef de village, ou président de comité de protection d'eau indécents. Les points d'eau construits « appartiennent à tous les citoyens de la République et de l'Ouham. Après la

dotation de ces forages, faites-moi parvenir toutes les plaintes sur quiconque, chercherait à s'approprier de ce bien communautaire », a-t-il martelé.

Pour le Chef de bureau par intérim de la MINUSCA à Bossangoa, Roy Mashehe, cet atelier arrive à point nommé, eu égard aux problèmes d'accès à l'eau auxquels fait face le monde et la RCA en particulier. Saluant la présence des femmes à la session, il a indiqué que ces dernières « sont les premières actrices qui jouent un rôle essentiel, dans l'approvisionnement des ménages », avant de souligner l'importance des points d'eau en ce qu'ils constituent « un lieu de rencontre de discussions et d'échanges sur les différents problèmes qu'elles rencontrent en société ou dans leurs ménages ».

« Nous sommes très heureux de savoir que très bientôt nous aurons un nouveau forage dans notre village. Cela va réduire les longues marches que nous effectuons pour aller à la recherche de l'eau dans le village de Vouh », a applaudi une participante à la fin de la rencontre.



SECOND TOUR DES LÉGISLATIVES : MOBILISER EFFICACEMENT LES ÉLECTEURS DANS LE 3^E ARRONDISSEMENT DE BANGUI

A l'invitation de l'Autorité nationale des élections (ANE) avec le soutien de la Division de l'assistance électorale de la MINUSCA, des chefs de quartier et leaders de jeunesse de deux circonscriptions du 3^e arrondissement de Bangui ont été sensibilisés, le 15 mai 2021, pour une mobilisation efficace des électeurs, à une semaine du second tour des législatives en RCA prévu pour le 23 mai 2021 en RCA, pour les zones en retard sur le calendrier national. Le premier tour avait été annulé dans ces 2 circonscriptions, pour des problèmes techniques et avait été tenu lors du 2^e tour organisé au niveau national.

Par Ghislaine Atta



L'atelier s'inscrit dans le cadre des activités de mobilisation pour des élections apaisées, mais il contribue aussi au renforcement des connaissances des électeurs sur la procédure de vote. « Nous donnons une formation sur comment voter », a indiqué le président du démantèlement de l'Autorité nationale des élections du 3^e arrondissement de Bangui, Abdouraman Djankado.

En effet, la première et la deuxième circonscription du troisième arrondissement de Bangui avaient enregistré un peu plus de 400 bulletins nuls. « Nous nous sommes rendu compte que beaucoup d'électeurs n'avaient aucune maîtrise de l'utilisation d'un bulletin de vote :

certains signaient, ne sachant pas que la signature entraîne la nullité du bulletin, d'autres mettaient des taches un peu partout sur le bulletin sans le savoir, etc. », a pour sa part soutenu le Coordonnateur électoral de la MINUSCA pour la ville de Bangui, Anselme Siakam Nana.

En plus de l'atelier, une série d'activités de proximité comprenant une caravane et un match de football, permettra de toucher le maximum d'électeurs possible, ont soutenu les organisateurs.

Notons que la MINUSCA a produit des spécimens de bulletins de vote pour appuyer la sensibilisation afin de permettre aux électeurs de joindre la pratique à la théorie.

OUHAM DE NOUVEAUX POINTS D'EAU POUR SOULAGER LES POPULATIONS DE VOUH ET FARASSA

Le samedi 15 mai, le préfet de l'Ouham, Barthélémy Wilikon a inauguré deux puits d'eau potable remis par le chef du bureau de la Minusca, à la population des localités de Vouh et Farassa (situées à environ 7 kilomètres au Sud de Bossangoa). La réalisation de ces points d'eau, financée par la section DDR de la Minusca dans le cadre du Programme de réduction de la violence communautaire (RVC), a coûté 24 millions de francs CFA, et contribue à alléger la souffrance des populations qui parcourraient plusieurs kilomètres à la recherche d'eau potable.

Par Sintiche Tchinda et Poly Muzalia



« Il y a encore quelques jours, ici à Farassa, les femmes devaient parcourir de longues distances pour trouver de l'eau. Désormais, elles peuvent puiser juste devant leur maison », se réjouit une habitante de cette localité située à environ 7 kilomètres de Bossangoa. Le 17 mai 2021, en effet, à la suite de l'atelier de formation sur la gestion des forages et la prévention des conflits liés à l'eau, la MINUSCA, via sa section Désarmement démobilisation et réinsertion en collaboration avec le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), a procédé à la remise officielle des forages aux autorités de la préfecture de l'Ouham, en présence des chefs et populations des villages de Vouh et Farassa.

Les populations joyeuses, ont exprimé avec des chants et des danses leur reconnaissance et se sont dit soulagées. Car, à part la distance, se posait également la question de la qualité de l'eau et le risque de maladies hydriques telles que la diarrhée. Avec ces forages, dont la potabilité de l'eau a été testée et approuvée, ces problèmes sont réglés.

De quoi réjouir le préfet de l'Ouham, Barthélémy Wilikon, qui a adressé sa gratitude et celle de ses administrés à l'endroit de la MINUSCA pour le précieux concours qu'elle ne cesse d'apporter pour l'approvisionnement en eau potable dans l'Ouham.

Saisissant enfin l'occasion de cette rencontre, M. Wilikon a tenu à sensibiliser ses concitoyens sur les règles d'hygiène et de salubrité à respecter pour d'approvisionnement en eau, particulièrement en cette période de pandémie de COVID-19.

BAMBARI

FIN D'APPRENTISSAGE POUR 30 JEUNES CERTIFIÉS EN MÉCANIQUE, SOUDURE, MENUISERIE ET COUTURE



Une cérémonie officielle de remise de certificats de fin d'apprentissage s'est déroulée, le 6 mai 2021, au centre de formation professionnelle de Bambari en présence des autorités locales et du Chef de bureau par intérim de la MINUSCA. Cette cérémonie vient sanctionner trois mois de formation au cours desquels les jeunes ont planché dans les domaines de la mécanique, soudure, menuiserie et de la couture.

Par Kodjo Ignace Kloukpo

Au total 30 jeunes, dont 15 filles, sont formés dans le cadre d'un projet à impact rapide, d'un coût total de 14.580.640 FCFA financé par la MINUSCA. Il vise essentiellement à favoriser l'implication des jeunes dans le processus de cohésion sociale. « Je tiens sincèrement à remercier la MINUSCA et ses partenaires pour cette formation. Grâce à eux, je dispose d'un certificat qui me permettra d'exercer librement mon activité et d'être autonome. Je pourrais donc prendre soin de moi-même et de ma famille », a indiqué la bénéficiaire Audrey Yadondo à la suite de la cérémonie.

Outre la formation des jeunes, le projet a aussi servi à doter le centre, en matériel et équipements de formation. Aussi, un suivi des jeunes sera effectué pour s'assurer qu'ils exercent effectivement les métiers qu'ils ont appris dans le cadre de cette formation, ont pour leur part soutenu les organisateurs.

Pour le Chef de bureau par intérim de la MINUS-

CA, Albert Diouf, ce projet vient une fois encore démontrer la volonté de la MINUSCA d'accompagner la République Centrafricaine dans sa quête d'une paix définitive. Pour lui, en ciblant les jeunes, le projet reconnaît que ces derniers ont un rôle important à jouer dans le processus de construction de ladite paix. Il a encouragé les bénéficiaires à s'approprier les acquis de cette formation pour leur propre épanouissement et pour l'édification de la paix en RCA.

De son côté, le Secrétaire général de la préfecture de la Ouaka, Patrick Mbebouti, représentant le Préfet, a souligné que le projet vient augmenter la capacité d'autonomisation des jeunes et contribuera certainement à réduire leur vulnérabilité face à l'enrôlement dans les groupes armés. Il s'est réjoui de l'initiative tout en remerciant la MINUSCA pour sa mobilisation multiforme aux côtés de la RCA pour l'édification d'une nation pacifique.

La cérémonie a pris fin avec la visite de quelques œuvres réalisées par les récipiendaires.

1000 CACHE-NEZ POUR LUTTER CONTRE COVID-19 À NDELE



Face à l'augmentation des cas de Covid-19 en République centrafricaine, le bureau de la MINUSCA à Ndele a offert, le mercredi 19 mai 2021, 1000 cache-nez de protection réutilisables aux commerçants de la localité, avec pour objectif de contribuer à contenir la propagation du virus dans la préfecture de Bamingui-Bangoran.

Par Honore Samedi

La cérémonie de remise s'est déroulée à la Mairie de Ndele en présence des autorités locales, du chef de bureau de la MINUSCA, Thomas Vaah, et des représentants des commerçants.

M. Vaah a attiré l'attention des participants sur l'ampleur de dégâts causés par cette pandémie à travers le monde et en République Centrafricaine. Aussi, a-t-il rappelé la nécessité de porter les cache-nez et de respecter les mesures barrières dans leur ensemble, afin de se protéger et protéger les autres en attendant la disponibilité des vaccins.

Abondant dans le même sens, le représentant du préfet Simon Pierre Gouzo, a indiqué que « si quelqu'un est mort, il ne peut pas revenir à la vie », montrant ainsi les conséquences extrêmes du choix de ne pas se soumettre aux mesures édictées par le gouvernement centrafricain pour contrer la pandémie. Il a conclu en remerciant la MINUSCA pour son appui constant aux autorités et à la population de Bamingui-Bangora.



■ Le Commandant de la Force de la MINUSCA, le Général de corps d'armée Sidiki Daniel Traoré, au Collège de commandement et d'état-major des forces de défense du Rwanda

RÉAFFIRMER LA RECONNAISSANCE DE LA MINUSCA AUX PAYS CONTRIBUTEURS DE TROUPES

Du 03 au 09 mai 2021, le Commandant de la Force de la MINUSCA, le général de corps d'armée Sidiki Daniel Traoré, accompagné d'une délégation militaire, a effectué une tournée qui l'a mené auprès de plusieurs pays contributeurs de troupes de la région de l'Afrique Centrale et de l'est, notamment le Rwanda, le Burundi et la Tanzanie. Objectif : réaffirmer la reconnaissance de la mission et échanger sur les attentes mutuelles.

Par Lieutenant-Colonel Abdoul Aziz Fall

Ces visites importantes ont permis, au-delà de la reconnaissance des efforts consentis par ces pays pour la paix en République Centrafricaine (RCA), d'échanger sur les contributions en troupes, notamment dans le cadre de l'augmentation

autorisée par le conseil de sécurité des Nations Unies par la résolution 2566 du 12 mars 2021, mais également sur des aspects plus techniques avec les autorités militaires de ces pays.

Le périple a commencé par le « Pays des mille collines », où les discussions avec les autorités militaires ont porté d'une part sur le rôle important joué par les troupes rwandaises dans la gestion de la crise en RCA, mais également sur la préparation opérationnelle des unités à déployer au sein de la MINUSCA. Le Commandant de la Force a, par ailleurs, assisté à un exercice de terrain du bataillon devant être prochainement déployé dans le cadre de l'augmentation des effectifs de la Force de la MINUSCA.

Le Général Traoré a, en outre, échangé avec le Commandement militaire rwandais sur les attentes de la MINUSCA et les domaines sur lesquels insister dans le cadre de la préparation opérationnelle des unités. La visite a également permis de visiter les centres et écoles de formations des forces de défense du Rwanda, ainsi que l'Académie de la Paix du Rwanda qui travaille en coordination avec de nombreux organismes dont l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), qui est un des principaux instruments des Nations Unies au service de la formation, pour promouvoir la paix et la stabilité.

Ensuite, c'est sur les rives du lac Tanganyika, à Bujumbura, que la délégation s'est rendue pour aborder les mêmes sujets. A ce titre, une rencontre avec le leadership militaire et civil des Forces de défense burundaise a permis de faire le point sur les différents défis inhérents au déploiement de troupes et leur soutien par le pays hôte. Ces échanges fructueux ont permis d'une part de mieux faire connaître les attentes de la MINUSCA, mais également de recevoir les assurances du Burundi sur sa volonté de contribuer davantage pour la paix et la stabilité dans la région, par l'envoi de troupes mais également de personnels d'état-major. Les infrastructures de formation des Forces nationales de Défense du Burundi ont ouvert leurs portes à la délégation pour permettre au Commandant de la Force onusienne de constater les efforts réalisés dans le cadre de la préparation du prochain bataillon devant être déployé à la MINUSCA. Les futurs casques bleus



■ Le Commandant de la Force de la MINUSCA, le Général de corps d'armée Sidiki Daniel Traoré, avec le Ministre de la Défense Nationale et des Anciens Combattants du Burundi, l'Ingénieur Alain Tribert MUTABAZI,

ont pu bénéficier des conseils et orientations du Général Traoré lors d'une rencontre avec l'équipe de commandement du contingent alors en formation.

C'est enfin à Dar es Salaam que s'est effectuée la dernière étape de la tournée. Là encore, les séances tenues avec l'adjoint au Chef d'état-major des forces de Défense et le ministre en charge de la Défense ont permis de faire le point aussi bien sur les attentes de la MINUSCA que sur celles de ce pays contributeur de troupes.

Une série d'échanges fructueux ont eu lieu avec les différents chefs de l'Etat-major tanzaniens, en présence du représentant permanent militaire du pays au siège des Nations Unies, venu spécialement pour l'occasion. Dans la même lancée que les étapes précédentes, des visites des centres de formation et d'entraînement ont permis de saisir le niveau d'engagement pour la préparation pré-déploiement des unités avec des modules adaptés au théâtre centrafricain.

Le Commandant de la Force de la MINUSCA a également sollicité, auprès de ses différents interlocuteurs, une augmentation de la contribution en personnels féminins pour les unités de terrain afin de leur permettre de mieux communiquer avec les groupes vulnérables que sont les femmes et les enfants dans cadre des différentes activités de soutien aux populations.

Enfin, le Général Traoré a salué les efforts faits dans le cadre de la préparation avant déploiement des unités et insisté pour le renforcement de certaines formations pré déploiement notamment sur certaines tactiques propres au théâtre centrafricain mais également sur les modules de prévention des abus et exploitation sexuels et fait des recommandations en ce sens.

Ces visites ont été perçues dans tous les pays visités comme un témoignage de la reconnaissance de la MINUSCA en particulier et par extension des Nations Unies, pour les efforts consentis au service de la paix.



■ Le Commandant de la Force de la MINUSCA, le Général de corps d'armée Sidiki Daniel Traoré, en présence de l'Etat-major des forces de Défense et le ministre en charge de la Défense de la Tanzanie

EN BREF

KAGA-BANDORO, LE 17 MAI 2021 : 93 bénéficiaires, dont 47 femmes, du programme de réduction de la violence communautaire ont reçu du matériel pour le démarrage de leurs activités génératrices de revenus notamment dans les domaines de la restauration, du commerce et de la boulangerie. A Kaga-bandoro, ce programme touche 466 personnes dont 173 femmes.

CLÔTURE, LE 14 MAI 2021, d'une session de formation sur la corruption, la conduite et la discipline au profit des éléments des Forces de sécurité intérieure (FSI). Cette formation, organisée et financée par le pilier développement de la Police des Nations Unies, a porté sur l'intégrité et la bonne conduite dans la lutte contre la corruption.

180 CASQUES DU CONTINGENT PORTUGAIS DE LA MINUSCA ONT REÇU, le 12 mai 2021, la médaille des Nations Unies. Déployé depuis mai 2020, ce contingent a contribué aux efforts de la Mission pour la paix en République centrafricaine.

SE PROTÉGER, POUR MIEUX PROTÉGER LA POPULATION. Telle est la devise de la campagne de vaccination du personnel des Nations unies qui a débuté le lundi 19 avril 2021. Les personnels en uniforme, qu'ils soient policiers ou militaires, dans le cadre de leurs activités quotidiennes, sont les premières personnes en contact avec la population centrafricaine. Ils sont donc considérés comme prioritaires pour bénéficier des vaccins Covid19. Le 1er mai 2021, le contingent égyptien a reçu la première vaccination de ses casques bleus.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Bakouma (130 km au nord de Bangassou) - 10 mai 2021 : 300 casques bleus de la MINUSCA, appuyés par des blindés, sont déployés à Bakouma, dans la préfecture du Mbomou. Cette présence de la Force de la MINUSCA contribuera à la protection de la population et à l'organisation des élections législatives dans cette localité ou, comme d'autres, la situation sécuritaire avait empêché la tenue des scrutins du 27 décembre 2020 et 14 mars 2021.



■ Le Ministre de la Santé, Dr Pierre Somsé, au lancement de la campagne de vaccination contre la Covid-19

LA VACCINATION CONTRE LE COVID-19 OFFICIELLEMENT LANÇÉE EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

La République centrafricaine a rejoint, jeudi 20 mai 2021, le cercle des pays ayant adopté la vaccination comme moyen de lutte contre la pandémie de COVID-19 en plus du test de dépistage rapide (PCR) et des mesures barrières. C'est le Premier ministre, Firmin Ngrebada, qui a lancé officiellement la campagne nationale de vaccination contre la COVID-19 en République centrafricaine. Il avait à ses côtés, le Ministre de la Santé, le Dr Pierre Somsé.

Par Ghislaine Atta

Pour le Dr Somsé, « la mobilisation des tous les moyens de lutte est impérative. La vaccination de toute la population est urgente. Cette vaccination vise notamment les objectifs suivants : limiter, voire arrêter la progression de l'épidémie, limiter les manifestations cliniques graves et les com-

plications, réduire la mortalité, et enfin limiter l'impact socioéconomique de la pandémie ».

Un plan de déploiement, des doses, a été élaboré, assorti d'une politique nationale, a, par ailleurs, annoncé le ministre de la Santé. En effet, « la mobilisation des ressources pour l'acquisition des vaccins et l'organisation d'une campagne nationale a commencé à porter ses fruits. C'est dans ce contexte que le pays vient de recevoir de la Facilité COVAX une dotation de vaccins type Aztrazeneca afin de lancer sa campagne nationale», a-t-il poursuivi, avant de préciser que « compte tenu de la quantité limitée des vaccins, cette phase inaugurale de la campagne nationale se concentrera sur 60.000 personnes, plus particulièrement les agents de santé des localités les plus exposées et les personnes âgées porteuses de maladies chroniques ».

En prélude à ce lancement, le Chef de l'Etat, Faustin Archange Touadéra, dans une déclaration datée le 19 mai 2021, a fait savoir que « l'aggravation de l'épidémie concerne l'ensemble du territoire car l'accélération du rythme de contamination dans notre pays s'est traduite par l'accroissement du nombre de cas à Berberati, Gamboula, Carnot, Bayanga, Bouar, Paoua, Batangafo et Bambari. Parallèlement, plusieurs villes qui étaient jusqu'ici silencieuses ont déclaré des cas. Il s'agit notamment de Kabo, Kouango, Bangassou, Ndele, Birao et Obo. Au-delà des zones urbaines, l'épidémie s'étend en profondeur dans les villages ».

Rappelons que la lutte engagée contre la Covid-19 a débuté depuis le 14 mars 2020 en République centrafricaine. Au dernier trimestre 2020, l'on dénombrait 146 nouveaux cas et un seul décès, tandis que pour la seule période de janvier au 18 mai 2021, ce sont plus de 3.044 nouveaux cas et 33 décès qui ont été enregistrés. Au 18 mai 2021, la RCA a enregistré plus de 7.015 cas de contaminations et plus de 96 décès.

2e TOUR DES LÉGISLATIVES EVALUATION DE L'ENVIRONNEMENT ÉLECTORAL DANS LA MAMBERE-KADEI



Dans le cadre de la restauration de l'autorité de l'état et des préparatifs du second tour des législatives du 23 mai 2021, dans les zones affectées par des problèmes de sécurité dans la préfecture de la Mambere-Kadei, une délégation conduite par le ministre centrafricain de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, Augustin Yangana Yahoté, s'est rendue à Berberati, le jeudi 20 mai 2021, en vue d'évaluer l'environnement électoral pour la bonne tenue de ces élections.

Par Honorine Yao Niaré

En sa qualité de premier responsable de la région, le préfet de la Mambere-Kadei, Théodore Papillon Malengue, a indiqué qu'« il n'y a plus de problème de sécurité dans la préfecture à part à Amadagaza, Gadzi et Carnot qui vont bientôt retrouver leur quiétude et leur intégrité au terme du scrutin ». Un scrutin dont il s'est réjoui de la faisabilité, tout en saluant l'implication constante de la MINUSCA.

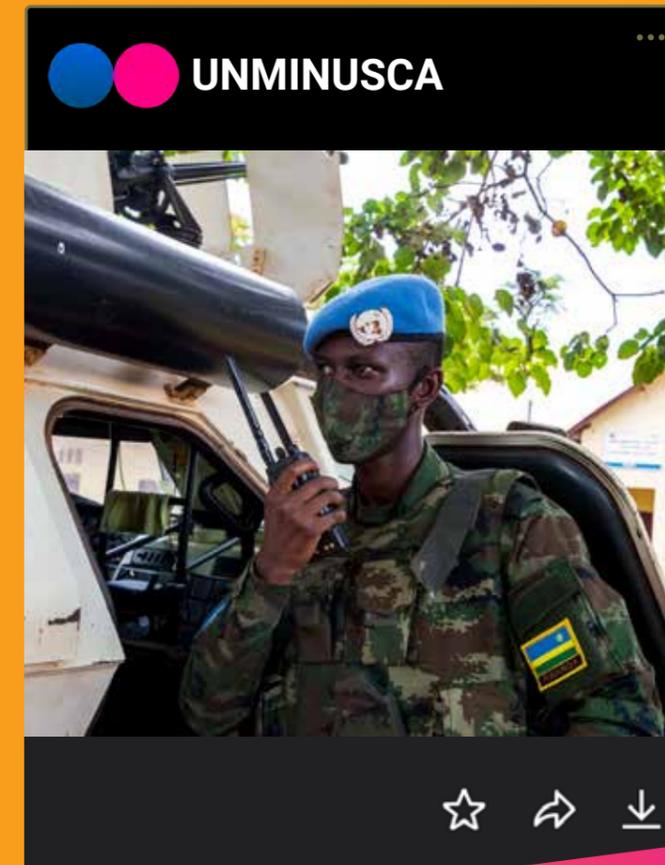
Les leaders communautaires et des membres des démembrements de l'Autorité sous-préfectorale des Elections (ASPE) de Amadagaza, Carnot et Gadzi, concernés par ce scrutin, ont, quant à eux, exprimé leurs appréhensions concernant la tenue effective des élections dans leurs zones respectives. En effet, une information a fait état de la dégradation du tronçon reliant Gbambia à Banga Boumbe, situé dans la sous-préfecture de Amadagaza. Une autre préoccupation a concerné la localité de Gadzi, inaccessible et assiégée par les rebelles depuis décembre 2020.

A ces inquiétudes, le ministre Augustin

Yangana Yahoté a répondu : « la population n'a pas à être sceptique, puisque beaucoup de choses sont faites. Le pont entre Gadzi et Carnot est réparé, la Force de la MINUSCA va se déployer sur place. Et l'aspect très important, est que ladite Force sera présente effectivement à Gadzi et Amadagaza. Donc, l'assurance est là et le peuple peut aller voter massivement et librement le 23 mai en toute quiétude. »

A sa suite, le chef de bureau de la MINUSCA à Berberati, John Godonou Dossou a conclu en rassurant sur le fait que « la mise en œuvre du processus électoral ira jusqu'à son terme, et la protection des civils a toujours été la priorité de la MINUSCA. Elle est un gage du rétablissement graduel et de la construction d'une paix durable, nécessaires pour la stabilisation en République centrafricaine. »

Il est à noter que le 15 mai 2021, le matériel électoral est arrivé dans les sous-préfectures d'Amada Gaza, Gadzi et Carnot. Avec le soutien de la force de la MINUSCA via son bataillon tanzanien, ledit matériel a été acheminé et stocké à Berberati.



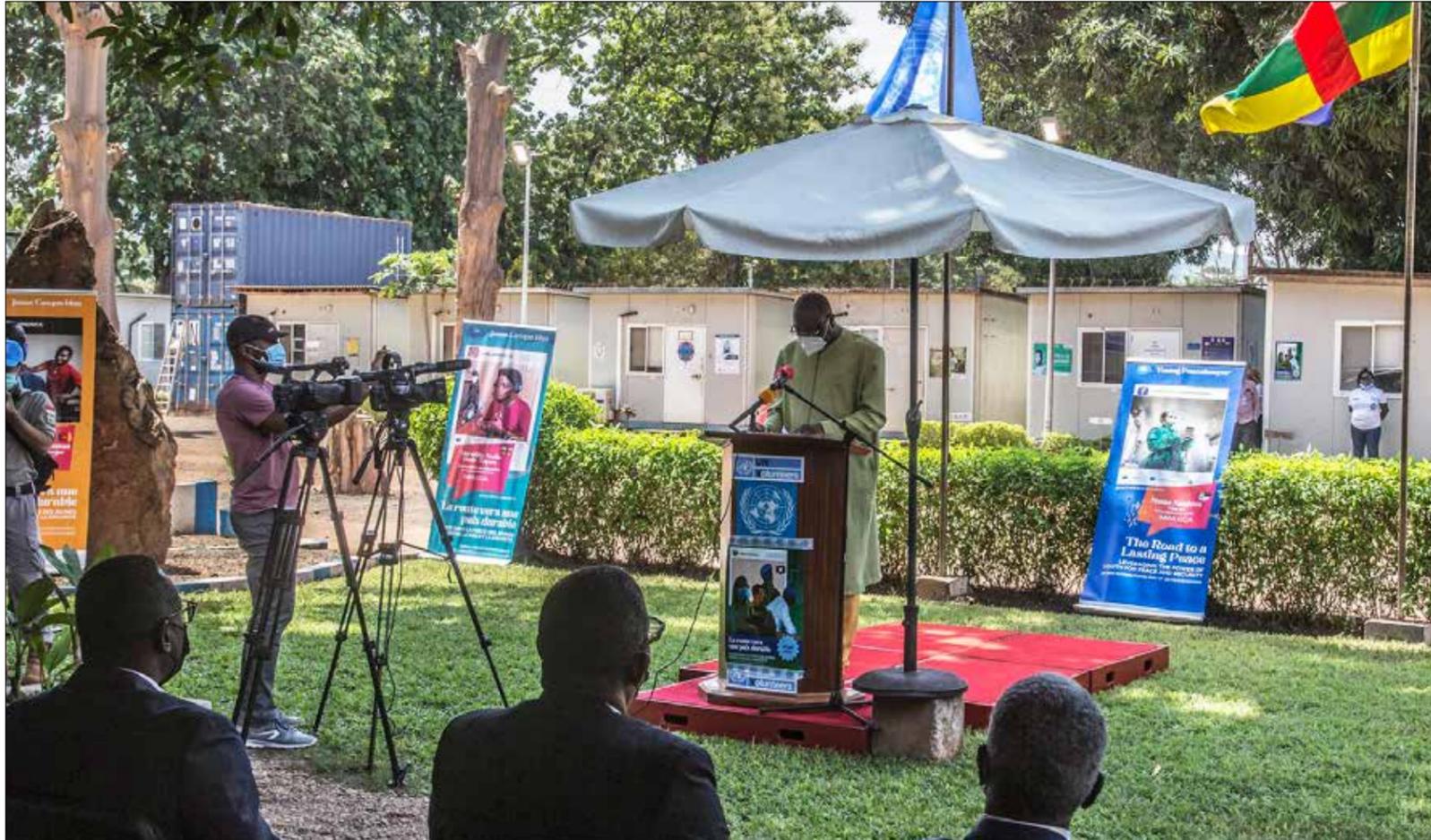
Eric Manzi
Troop commander

MINUSCA

The Road to a Lasting Peace

LEVERAGING THE POWER OF YOUTH FOR PEACE AND SECURITY

29 MAY INTERNATIONAL DAY OF UN PEACEKEEPERS



■ Le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en République centrafricaine (RCA), Mankeur Ndiaye, en présence des autorités de la MINUSCA à l'ouverture de la cérémonie de la commémoration de Journée internationale des Casques bleus



■ Une vue du leadership de la MINUSCA assis

LA JEUNESSE POINT CENTRAL DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES CASQUES BLEUS 2021

La MINUSCA a commémoré la Journée internationale des Casques bleus, le samedi 29 mai 2021, au siège de la Mission à Bangui. La cérémonie était placée sous le thème " La voie vers une paix durable : mobiliser le pouvoir de la jeunesse en faveur de la paix et de la sécurité", mettant ainsi en lumière les contributions essentielles des jeunes au maintien de la paix.

Par Maria Kabatanya

Dans son discours, le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en République centrafricaine (RCA), Mankeur Ndiaye, a salué "le dévouement des jeunes casques bleus de la MINUSCA dévoués à la paix et la protection des plus vulnérables".

Il a rendu hommage à l'ensemble du personnel civil, policier et militaire pour sa contribution

inestimable au travail des Nations Unies dans le monde : l'exécution par la MINUSCA des « différentes tâches prévues dans la résolution 2552 n'a été possible que grâce à l'engagement sans faille des 14 986 personnels de la MINUSCA, à savoir 1 478 civils, dont 566 Centrafricains, 11 451 éléments de la Force et 2 057 de la Police » des Nations Unies.

Le chef de la MINUSCA a également rendu hommage aux casques bleus qui ont donné

leur vie au service de la noble cause de la paix et de la stabilité sous le drapeau de l'ONU : "Certains d'entre eux ont perdu leur vie au front, comme nos sept casques bleus tombés lors des affrontements contre les rebelles de la coalition à Bangui, Dekoa, Grimari et Bangassou, mais aussi des suites de la Covid-19 et d'autres maladies ou d'accidents."

Les jeunes Casques bleus de la Mission ont été salués pour leur contribution au mandat de protection de la population civile de la MINUSCA, comme les officiers de liaison communautaires décrits comme les « véritables interfaces entre les soldats de la paix et les communautés à l'intérieur du pays et dont le rôle est crucial dans le système d'alerte précoce et de prévention ». Les représentants de la jeunesse ont participé à l'élaboration de stratégies de sécurité ; ils ont également œuvré pour accroître la participation des électeurs lors des récentes élections.

" La MINUSCA poursuivra son engagement auprès des jeunes centrafricains et des jeunes centrafricaines, pour pousser l'agenda de la paix ", a réaffirmé Mankeur

Ndiaye, tout en appelant " l'ensemble du personnel civil, policier et militaire à rester engagé dans l'exercice de notre mission, à œuvrer avec dévouement, professionnalisme et dans le respect des valeurs de l'Organisation des Nations Unies ...".

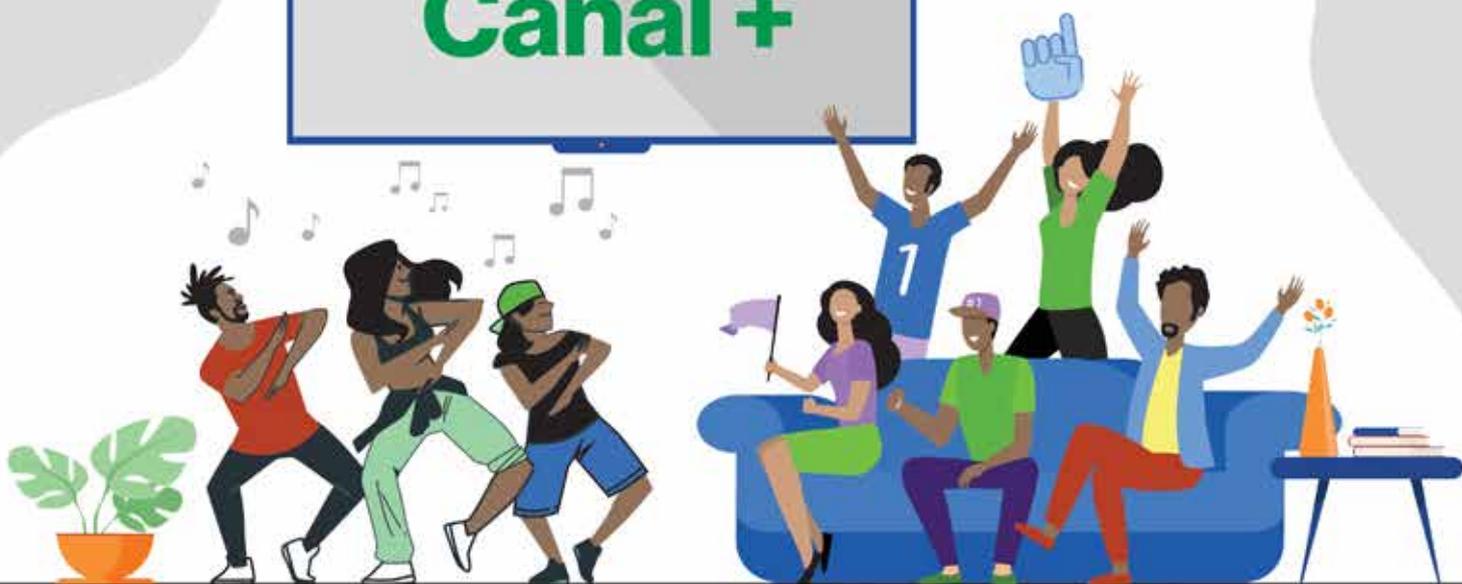
Pour sa part, le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a exprimé sa "profonde gratitude aux 85 000 membres du personnel civil, de police et militaire actuellement déployés dans certaines des zones de tensions les plus vives du monde pour protéger les personnes vulnérables et aider à construire la paix". Il a ajouté : " Dans tous les pays où nos Casques bleus sont déployés, la paix ne peut être obtenue qu'avec la participation active des jeunes".

La Journée internationale des Casques bleus rend hommage aux plus d'un million de femmes et d'hommes qui ont servi sur les lignes de front des conflits et aux plus de 4 000 qui ont donné leur vie dans l'exercice de leurs fonctions.

Écoutez RADIO GUIRA sur **93.3 FM**

et sur la chaîne

568 de
Canal +



radioguirafm



@FmGuira

